

505 LM 11/12

2003

(1938-1939)

Construction du matériel roulant par les industries
de réparation.-

Dépêche du Ministre des T.P. à la S.N.C.F.	19.10.38					
(s) C.A.	28.12.38	45	III	7°	2°	
(s) C.D.	10. 1.39	14	III	b)	2°	
Avis de la Commission des Marchés	19. 1.39					

COMMISSION DES MARCHES DES CHEMINS DE FER

Extrait du Procès-Verbal de la séance du Jeudi 19 Janvier 1939

23^e - Serv. Central du
Matériel 3002-01
4763

Acquisition de 50 tenders de 38 m³
(N^o 50) (18.500.000 frs)

Rapporteur M. LANDRON

Le Rapporteur rappelle qu'à plusieurs reprises on a pu passer à des prix avantageux des marchés de constructions à des réparateurs dont on avait récemment réduit le programme de réparations.

Il observe que, dans la présente affaire, les réparateurs n'ont été consultés qu'après l'appel d'offres et il demande qu'on examine à l'avenir la possibilité de consulter, en même temps que les constructeurs, les réparateurs, tout au moins ceux qui sont capables de construire le matériel dont il s'agit.

Le Représentant de la S.N.C.F. est d'accord

M. LANDRON indique qu'il n'a pas d'observation à présenter en ce qui concerne les clauses du marché et il en propose l'approbation.

La Commission émet un avis favorable.

10 janvier 1939

2003

*Opportunité de confier la construction de matériel
à des Ateliers privés de réparation*

(S)
page 14
M. GRIMPRET

D'autre part, la note des Services expose la question de la façon suivante (page 2) : "En présence des résultats de cette consultation et conformément à la recommandation du Ministre qui, par lettre du 19 octobre 1938, a invité la Société Nationale à confier la construction de matériel neuf aux industriels réparateurs en compensation de la réduction des travaux d'entretien que les circonstances conduisent à leur imposer....". En réalité, le Ministre s'était exprimé ainsi dans la lettre en question : "... Je vous prie donc de mettre immédiatement à l'étude les mesures nécessaires pour effectuer des travaux de construction de tenders dans les Ateliers de la Société Nationale, ou chez les réparateurs de locomotives titulaires de contrats comportant un minimum garanti". On peut donc relever

dans la note deux inexactitudes ; en premier lieu, le Ministre n'avait pas, comme la note semble le lui faire dire, seulement invité la Société Nationale à confier la construction du matériel neuf aux industriels réparateurs : il avait envisagé d'abord également la possibilité de construire ce matériel dans les ateliers de la Société Nationale. En second lieu, le Ministre ne faisait pas allusion, ainsi que le laisse croire la note, à des commandes qui devraient être réservées aux industriels réparateurs en compensation de la réduction des travaux imposée par les circonstances : il visait uniquement les réparateurs de locomotives titulaires de contrats comportant un minimum garanti

J'aurais voulu savoir, enfin, pour quelle raison on n'avait pas recours en l'espèce aux ateliers de réparation de la Société Nationale.

M. SURLÉAU.— Nos ateliers ne sont pas très bien outillés pour construire des tenders et nous désirerions ne pas voir mourir les industries comme S.O.M.U.A. dont nous pouvons avoir besoin. Nous préférons exécuter dans nos ateliers d'autres travaux d'entretien ou même accepter des commandes pour le compte du Ministère de la Guerre.

Il s'agit d'autre part, le passage de la voie rapide par le service de matériel (page 2), qui permet d'être plus à l'aise dans la réalisation des travaux que s'il nous est possible de faire passer le matériel directement des ateliers de la S.N.C.F. et de venir à la gare des commandes d'armement pour les travaux d'exécution et d'autre part, de permettre aux ateliers de la S.N.C.F. de travailler sur leur matériel et de pouvoir pour effectuer le service de travail minimum de ces ateliers de construction de locomotives nouvelles.

M. GRIMPEZ tient à formuler des réserves sur ce projet, il ne voudrait pas que l'on puisse dire que le Conseil d'Administration a pris parti en cette affaire. C'est une chose très sérieuse et qui mérite examen. Les constructeurs de locomotives s'opposent à la pensée qu'on pourrait leur retirer ce ne pas leur donner les commandes pour les confier à des ateliers de matériel roulant.

M. LE PRÉSIDENT est d'accord sur l'observation formulée par M. GRIMPEZ, qui sera mentionnée au procès-verbal.

Q III - 7° 2°

Opportunité de confier la construction de matériel à
des Ateliers de réparation.

M. GRIMPRET

.....

Il signale, d'autre part, le passage de la note rédigée par le Service du Matériel (page 2), aux termes duquel "nous n'arriverons à de telles réductions que s'il nous est possible, d'une part, d'utiliser le personnel excédentaire des Ateliers de la S.N.C.F., en confiant à ces derniers des commandes d'armement compatibles avec leurs moyens d'exécution et, d'autre part, de compenser aux Aciéries du Nord les heures de réparation qui leur seraient nécessaires pour atteindre le volume de travail minimum garanti, par des heures de construction de locomotives neuves".

M. GRIMPRET tient à formuler des réserves sur ce dernier point : il ne voudrait pas que l'on puisse dire que le Conseil d'Administration a pris parti en cette matière. C'est une question très sérieuse et qui mérite examen. Les constructeurs de locomotives s'émeuvent à la pensée qu'on pourrait leur retirer ou ne pas leur donner de commandes pour les confier à des réparateurs de matériel roulant.

M. LE PRESIDENT est d'accord sur l'observation formulée par M. GRIMPRET, qui sera mentionnée au procès-verbal.

m.t.p.

MINISTERE
DES TRAVAUX PUBLICS

Direction Générale
des Chemins de fer
et des Transports.

-
Secrétariat
-

Paris, le 19 octobre 1938

LE MINISTRE

à Monsieur le PRESIDENT DU CONSEIL D'ADMINISTRATION
de la SOCIETE NATIONALE DES CHEMINS DE FER.

Le Comité de Direction de la Société Nationale a examiné, dans sa séance du 11 octobre, un projet de marché pour la fourniture de 20 tenders de 38 m³, dont l'acquisition a été approuvée par décisions ministérielles des 3 et 27 septembre 1937. Le Comité a estimé, après discussion, que le prix de ces tenders était très élevé.

Une décision ministérielle du 18 octobre 1938 vient, d'autre part, d'autoriser la commande de 50 tenders de 38 m³, au titre du programme de 1938, et l'on peut craindre que les constructeurs ne demandent, pour ces tenders, des prix analogues, sinon plus élevés encore.

Par ailleurs, du fait de la baisse du trafic, la Société Nationale dispose actuellement dans ses ateliers d'un personnel excédentaire, ce qui la conduit à réduire notablement le volume des travaux de réparation à confier à l'Industrie privée en 1939. On peut envisager d'utiliser, au moins partiellement, ce personnel excédentaire à des travaux de construction de matériel neuf et en particulier de tenders, et d'accroître corrélativement les travaux de réparation dans l'Industrie privée.

Je vous prie donc de mettre immédiatement à l'étude les mesures nécessaires pour effectuer des travaux de construction de tenders dans les Ateliers de la Société Nationale, ou chez les réparateurs de locomotives titulaires de contrats comportant un minimum garanti.

LE MINISTRE DES TRAVAUX PUBLICS,
signé : A. de MONZIE